

Selon M. Antoine Ayoub

Le budget MacEachen sacrifie l'autosuffisance énergétique

QUÉBEC — Le programme énergétique du gouvernement fédéral reflète davantage une vision à court terme qu'un engagement réel du Canada sur la route de l'autosuffisance énergétique, selon M. Antoine Ayoub, directeur du Groupe de recherche en économie de

l'énergie (GREEN) de l'université Laval et président du conseil d'administration de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP).

«Le Programme énergétique ne résout pas les problèmes à long terme du Canada dans le domaine énergétique»,

a déclaré hier au DEVOIR M. Ayoub qui formulera des commentaires plus élaborés une fois complétée l'analyse du document rendu public mardi soir dernier par M. Marc Lalonde, ministre de l'Énergie.

Prenant la parole devant les participants au congrès annuel de la Chambre de Commerce du Québec, l'universitaire québécois a insisté sur le relèvement du prix domestique du pétrole au Canada afin de créer les revenus nécessaires à la recherche de nouvelles sources.

Il est très important cependant que les profits ainsi dégagés par une hausse des prix soient réinvestis dans le secteur de l'énergie et ne servent pas au financement du budget de l'État. Ces gains ne doivent pas non plus être transférés par des investisseurs dans d'autres pays.

La politique énergétique menée depuis 1973 est un «échec» car des prix peu élevés n'ont pas réduit la demande sans améliorer la compétitivité des produits canadiens. Le taux de l'inflation ne s'est pas vraiment senti de cette politique qui a découragé l'exploration et la mise en marché de sources substitués.

Pour M. Ayoub, il est essentiel que la génération actuelle consente à des sacrifices pour dégager une «rente pétrolière»

qui permettra au Canada de se soustraire à la dépendance des importations.

Cinq facteurs décisifs vont influencer sur la situation énergétique au cours de la décennie à venir:

■ On continuera de recourir au pétrole d'ici l'an 2000. D'ici dix ans, la part du pétrole dans le bilan énergétique des pays développés demeurera à 46% environ. Les solutions de rechange sont très coûteuses et longues à mettre en place.

■ L'Arabie saoudite continuera de jouer un rôle très important car «là où se trouvent les gisements les plus importants actuellement, se trouveront aussi les gisements à découvrir dans le futur».

■ Des facteurs politiques joueront un rôle de premier plan dans la décision de l'Arabie Saoudite de produire ou non. En appliquant une logique économique, ce pays devrait normalement fermer le robinet et laisser monter les prix. Mais les événements des derniers mois en Iran et en Irak montrent que ce pays arabe joue un rôle de stabilisateur des réservoirs mondiaux de pétrole.

■ «Si le taux de croissance des économies industrialisées s'établit à 3%, une augmentation moyenne en termes réels du prix de référence du pétrole de l'OPEP paraît une hypothèse envisageable», selon M. Ayoub. Cette progression moyenne au cours des ans suppose un taux moyen d'inflation de 7% dans les pays de l'OCDE. Le pétrole brut se vendrait alors en 1990 environ \$73.

■ Le marché pétrolier sera dominé par des relations directes de sociétés d'État des pays producteurs aux sociétés d'État de pays consommateurs. En moins de sept ans, la part des sociétés d'État dans le commerce international a grimpé de moins de 10% à près de 50%. Dans cette veine, M. Ayoub croit que le Québec a agi sagement en créant dès 1969 la firme SOQUIP.

M. Ayoub applaudit à l'initiative du gouvernement fédéral d'accroître le rôle de Pétro-Canada dans le secteur pétrolier. Il est évidemment d'accord avec le nouveau mandat de SOQUIP qui pourra dorénavant faire de l'exploration outre-mer et agir comme courtier sur le marché international du brut.

«Le meilleur objectif que le Canada puisse se fixer est la réalisation le plus rapidement possible de l'autosuffisance en matière énergétique. Cet objectif est souhaitable politiquement et stratégiquement puisqu'il diminue la dépendance du Canada, surtout le Québec, envers les sources extérieures d'approvisionnement pétrolier», a conclu M. Ayoub.